

Tribune libre

Retraites, chômeurs, fonctionnaires, enseignement : une nouvelle vague d'attaques anti ouvrières se lève.
Qui peut croire une seconde les appareils syndicaux quand ils clament que « *les rendez vous fixés par le président de la république* » peuvent « *apporter des solutions favorables aux salariés* » ? C'est le contraire :

Stop au dialogue social avec le gouvernement Sarkozy-Fillon, gouvernement qu'il faut combattre, et vaincre (10.03)

(Supplément à CPS n°39 - 24 février 2010 - <http://socialisme.free.fr>)

La crise du capitalisme s'approfondit. Il n'y a plus guère que le gouvernement et ses propagandistes pour faire semblant de croire à la « reprise ». Dans tous les pays capitalistes dominants, les centaines de milliards offerts aux spéculateurs et exploités ont fait long feu. Derrière le retour des profits spéculatifs, l'économie capitaliste mondiale est durablement embourbée. Qui plus est, les moyens mêmes mis en œuvre pour repousser un krach brutal deviennent aujourd'hui un facteur de danger de premier ordre : à la crise bancaire et économique se conjugue la crise d'endettement des Etats.

En conséquence, dans les pays capitalistes dominants, ce qui est à l'ordre du jour ce sont des coups redoublés contre les travailleurs, d'une ampleur et d'une brutalité sans précédent depuis des décennies.

Sommet social du 15 février : un « agenda partagé » de contre-réformes, à commencer par les retraites

Le 15 février, rassemblant les dirigeants des confédérations comme on convoque ses lieutenants, Sarkozy a exposé son programme d'attaques anti-ouvrières dont, a-t-il déclaré, l'agenda a été arrêté en commun avec les directions syndicales, a tel point que la seule et unique « exigence » formulée par l'intersyndicale avant ce sommet était que le calendrier du 'débat' sur les retraites, ne soit pas trop resserré ! Le programme de Sarkozy et du Medef est donc sur la table :

* Une contre-réforme des retraites dont chacun connaît le contenu tant sont convergentes les déclarations des ministres et autres chefs de l'UMP et du Medef : allonger la durée de cotisation, remettre en cause le calcul sur les 6 derniers mois dans la fonction publique, faire sauter la référence au droit à la retraite à 60 ans.

* Une nouvelle offensive contre les chômeurs, utilisant cyniquement l'arrivée en fin de droit d'un million d'entre eux en 2010 pour conditionner une nouvelle allocation de misère avec « contrepartie en termes d'activité » (Sarkozy dixit).

* La poursuite des contre-réformes dans la fonction publique avec comme modèle le décret adopté en conseil supérieur de la fonction publique le 22 février qui permet le déclassement et le licenciement de tout fonctionnaire.

* La mise en œuvre accélérée des 'réformes' et des suppressions de postes dans l'enseignement public S'y ajoutent : la relance de la taxe carbone, la contre-réforme des collectivités territoriales, etc.

Et Sarkozy de conclure ainsi « *L'échange que nous avons eu avec les partenaires sociaux s'est déroulé dans un climat sérieux et responsable. Nous avons pu élaborer une méthode de discussion et un calendrier pour les mois à venir. Les réformes vont continuer parce que la France en a besoin* »

Le syndicalisme « responsable et sérieux » à Total : « on s'est fait enfler » (un ouvrier de Dunkerque)

Les travailleurs, la jeunesse, cherchent à s'opposer à cette politique, au patronat. Les ébauches de mouvement dans l'éducation, les grèves à Ikea ou Total le montrent. Mais le point d'appui qu'aurait pu être une victoire des ouvriers de Total s'est heurté à la politique des appareils. Poursuivant leur mouvement de grève au-delà des 48 heures initialement prévues par les appareils syndicaux, aux côtés de leurs camarades de Dunkerque, contre toute fermeture de site, les ouvriers ont vu leur puissance fichue par terre, trahis par les directions syndicales qui ont « suspendu » la grève en échange... ; de l'avancement de la date du comité d'entreprise et d'engagements creux à ne pas fermer de site avant 5 ans ... sauf Dunkerque ! Ce n'est pas en vain que Sarkozy déclarait le 15 février : « *Je veux rendre hommage, une nouvelle fois, à l'esprit de responsabilité dont ont fait preuve les organisations syndicales* » (comprenez : leurs dirigeants).

Briser la vague de contre-réformes, c'est briser la concertation sur laquelle elle prend appui

C'est d'ailleurs sur cet « esprit de responsabilité » que comptent Sarkozy et Fillon pour faire passer toutes leurs « réformes ». C'est un luxe inouï de concertations en tout genre dont le gouvernement s'est entouré. Qu'on en juge.

C'est un rapport du Conseil d'Orientation des Retraites, auquel participent les représentants CGT, FO ou FSU, qui doit donner en avril le coup d'envoi de la « réforme » des retraites. Puis les dirigeants confédéraux s'apprêtent (ainsi que le PS et le PCF), à s'engager dans un « débat » dont l'expérience prouve qu'il ne sert qu'à accompagner la politique déjà décidée par le gouvernement. D'ailleurs les premières déclarations de l'intersyndicale Thibault-Chérèque valent acceptation : on n'y trouve pas l'ombre d'une revendication, même pas la référence aux 60 ans ! L'intersyndicale fonction publique appelle même à « *mobiliser pour une réforme des retraites* » ! Mais il n'y a pas besoin de « réforme ». Ce qui est nécessaire, si problème de financement il y avait, ce serait d'exiger que le patronat, l'Etat, payent pour les retraites et les pensions. Y renoncer reviendrait à ne plus revendiquer des augmentations de salaires !

Pour ce qui est de la nouvelle et grave attaque contre les chômeurs en fin de droit, utilisés pour développer encore la précarité, Sarkozy a annoncé que sa mise en place se ferait sur la base d'un « *diagnostic partagé* » avec les organisations syndicales. C'est précisément au sujet de la création de « Pôle emploi » qu'il avait déclaré avoir travaillé « *la main dans la main* » avec les directions syndicales. Dans la Fonction publique, une réunion « *d'agenda social* » doit se tenir avec les dirigeants syndicaux le 26 mars – sous le signe du scélérat décret « mobilité » qui résume la politique des Sarkozy et Woerth qui veulent mettre les trois fonctions publiques au régime d'ex- France Telecom

L'alternative est claire : soit les dirigeants syndicaux accompagnent dans ces concertations cette nouvelle vague d'attaques dont le feu roulant partirait dès après les régionales. C'est évidemment la politique de l'intersyndicale (mais aussi de la direction FO). Ne voilà-t-il pas qu'elle déclare que : « *les négociations doivent être l'occasion d'apporter des solutions favorables aux salariés* ». Et c'est pour « *peser sur ces rendez-vous* » qu'est convoquée la journée « d'actions » du 23 mars. On ne peut pas afficher plus clairement son refus de combattre le gouvernement et le Medef ! Soit les travailleurs, par leur intervention, parviennent à faire capoter le « dialogue social » et s'ouvrent ainsi en grand la voie au combat uni contre ce gouvernement, pour les revendications.

L'avenir de l'Europe dans le miroir de la Grèce

Jusqu'où les dirigeants syndicaux, le PS ou le PCF entendent-ils emmener les travailleurs si ces derniers n'y mettent pas bon ordre ? Aujourd'hui c'est la Grèce qui le montre sans fard. Le gouvernement du Pasok, soutenu par le principal parti bourgeois, y appelle à un « pacte social patriotique » pour faire accepter des mesures drastiques : privatisations massives, report de l'âge de la retraite à 67 ans, baisse brutale du revenu des fonctionnaires, etc.

La Grèce est au bord de la faillite, plombée par des déficits irrécouvrables qui sont notamment le fruit d'un militarisme exacerbé. D'autres pays d'Europe sont au bord de l'abîme, ceux que les spéculateurs ont baptisé avec mépris les « pigs ». Aujourd'hui c'est un pays mis sous tutelle : l'impérialisme allemand, via l'Union Européenne, exige qu'y soient portés les plus durs coups avant d'envisager toute « aide » (celle de la corde au pendu). L'Euro, l'Union Européenne, sont soumis à tensions énormes.

En Grèce, tous les problèmes politiques sont concentrés. Et en effet, bien qu'ils n'aient pu faire moins qu'appeler à une grève générale de 24 heures très suivie, les appareils syndicaux dominants, liés aux sociaux-démocrates, sont prêts à faire passer, s'ils le peuvent, « une part des sacrifices »... mais à condition d'un « juste partage » des sacrifices. Et ils discutent d'arrache-pied avec le gouvernement de la sauce à laquelle les coups devraient être accommodés.

Au contraire, leur première revendication devrait être de dire « les travailleurs n'ont pas à payer un seul euro de cette dette illégitime » et de combattre pour imposer cette exigence fondamentale du refus du paiement de la dette aux partis issus du mouvement ouvrier, majoritaires au parlement.

Avant, pendant, après les régionales : la voie pour s'opposer à la vague d'attaques de Sarkozy est claire

Rien n'est plus nécessaire que d'agir et s'organiser pour faire prévaloir les revendications ouvrières

- * **Retrait de la contre-réforme des retraites, pas un trimestre en plus, défense du code des pensions.**
- * **Bas les pattes devant les chômeurs, plus aucune radiation, droit sans condition à l'indemnisation pour tous**
- * **Retrait des contre-réformes de l'enseignement public (gestion des établissements, formation des maîtres)**
- * **Arrêt des suppressions de postes, de la RGPP,**
- * **Plus aucun licenciement !**

Chacune de ces revendications est antinomique avec la poursuite de la participation aux concertations, négociations et « débat sur les retraites ». Il faut exiger des directions syndicales CGT, FO, FSU, du PS et du PCF

- **Qu'ils refusent de participer au « débat » sur les retraites (ce qui commencerait par le départ du C.O.R.)**

- **Qu'ils n'aillent pas à la réunion « d'évaluation de la politique gouvernementale » annoncée pour avril par Sarkozy, pas plus que des « Etats généraux de l'Industrie » et autres comité de suivi du « grand emprunt ».**

- **Qu'ils boycottent la réunion du 26 mars sur la mise en place de « l'agenda social partagé » dans la fonction publique**

Ainsi serait ouverte la voie du combat dans l'unité des organisations du mouvement ouvrier (partis, syndicats) contre le gouvernement Sarkozy-Fillon.

Dans les élections régionales, ce débouché politique, celui du front unique, vers un gouvernement issu d'un tel front unique, ne sera ouverte par aucune liste, et notamment pas par l'extrême gauche. Ainsi le NPA présente ses initiatives en matière de retraites comme « complémentaires » de celles des directions syndicales, qui n'aspirent qu'à capituler sans combat.

Pour autant, voter pour le front unique contre Sarkozy, c'est voter contre les partis bourgeois UMP ou FN, et donc pour les listes présentées par les partis et organisations issus du mouvement ouvrier de son choix (PS PC LO ou NPA), à condition qu'elles ne comportent pas de représentants de formations purement bourgeoises (Modem ou Verts).

La réalisation par la lutte de classe du front uni contre Sarkozy et son gouvernement consisterait un bouleversement positif qui mettrait à l'ordre du jour le combat pour un gouvernement issu de ce front, dont travailleurs et jeunes exigeraient qu'il mène une politique qui leur soit favorable. Pour cela face à la crise du

capitalisme il faut un plan de production basé non sur le profit mais sur la satisfaction des besoins sociaux, les grands groupes capitalistes doivent être expropriés.

C'est pour une telle politique, pour un gouvernement révolutionnaire, que combattent les militants du groupe pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

Ils vous appellent à rejoindre ce combat.